

STRASBOURG

Réunis en Assemblée générale ce jeudi 17 juin, les professeurs de philosophie présents ont adopté à la majorité la motion suivante :

Ils réaffirment leur opposition à l'épreuve de philosophie du 17 juin qui n'est qu'un simulacre d'épreuve dévalorisant le diplôme 2021, valide par l'examen l'inégalité des conditions d'enseignement sur le territoire, et témoigne d'un mépris offensant envers le travail mené par les élèves et leurs professeurs tout au long de l'année.

Ils s'élèvent tous contre les conditions de correction particulièrement scandaleuses auxquelles sont soumis cette année les professeurs : elles ne tiennent aucun compte des exigences de leur discipline. Ils n'admettent pas que leur évaluation soit dénaturée par la numérisation des copies des candidats qui ne se prête pas à la mise en oeuvre d'un jugement différencié et finement établi. Ils n'admettent pas qu'un logiciel peu maniable et encore très imparfait les transforme absurdement en pourvoyeurs de notes facultatives susceptibles in fine d'être modifiées. En un mot, ils refusent d'être dépossédés ainsi de leur rôle d'évaluateur.

C'est pourquoi, ils demandent :

- la garantie de pouvoir télécharger les copies numérisées pour cette session 2021 mais aussi pour les suivantes
- et la garantie de délais de correction plus longs dès la session prochaine.

Ils appellent tous les professeurs de l'Académie :

- à ne pas corriger les copies-tests qui servent habituellement d'étalon à l'évaluation des copies de l'épreuve de philosophie et à observer un silence sceptique pendant les réunions d'entente et d'harmonisation afin de protester contre la numérisation en marche,
- à ne pas corriger les copies en ligne mais seulement les copies téléchargées et à attendre le dernier jour de correction, à savoir le 29 juin 2021, pour saisir les notes et les appréciations sur le logiciel Santorin.

Ils rappellent également leur attachement à un véritable bac national fondé sur des épreuves finales dans toutes les disciplines, qui seul peut garantir l'égalité de traitement des élèves et assurer des conditions sereines d'enseignement. Ils se prononcent pour l'abandon des réformes Blanquer du lycée et du bac.

Ainsi, ils appellent tous les professeurs de l'Académie, toutes disciplines confondues, à être en grève le jour des convocations aux épreuves du Grand Oral, épreuve-phare de la réforme du lycée qu'il n'a pas été possible de préparer sérieusement, et dont les déficiences sont plus propices à discréditer la pratique de l'oralité plutôt qu'à en cultiver utilement les ressources.

Enfin, ils invitent tous les collègues de toutes les disciplines à se mobiliser pour défendre le bac comme examen national et égalitaire et exiger l'amélioration des conditions de travail et d'étude dans les établissements scolaires du second degré dont la dégradation n'a pas été principalement induite par la crise sanitaire, mais bien par les décisions et les réformes mises en oeuvre par un ministre qui n'a plus aucune considération pour ses agents, ni pour les élèves et leurs familles.